

Miszellen

ALBERT MERGLEN

LA FRANCE POUVAIT CONTINUER LA GUERRE EN AFRIQUE FRANÇAISE DU NORD EN JUIN 1940*

Le régime de Vichy s'est installé en France, abolissant la III^e République, parce que le gouvernement du maréchal Pétain, mis en place le 16 juin 1940 dans la nuit, a décidé que la Métropole ne pouvait pas continuer la guerre avec son Alliée la Grande-Bretagne dans les trois départements d'Algérie, l'Afrique du Nord Française, le Levant et son Empire colonial.

L'examen historique de documents de l'époque et des événements qui se sont déroulés dans les mois suivants permet de penser que la France pouvait poursuivre la guerre en Afrique Française du Nord. D'autant plus que Hitler, devant lutter en priorité contre la Grande-Bretagne et se préparant déjà à l'invasion de l'Union soviétique, n'avait ni la volonté ni les possibilités de se porter de l'autre côté de la Méditerranée en AFN.

Situation de l'AFN fin Juin 1940

Dans la France métropolitaine l'armée de terre est battue, les deux-tiers du territoire occupés; la flotte de guerre, une partie importante de l'armée de l'air sont en AFN; les 3 départements français d'Algérie, le Maroc et la Tunisie, le Levant et l'Empire colonial français sont libres.

L'AFN: de l'autre côté de la Méditerranée un territoire immense s'étend sur 1500 km de l'Atlantique au golfe de Gabès, sur des centaines de kilomètres de profondeur. Une vingtaine de millions d'habitants, avec les grandes villes de Casablanca, Rabat, Oran, Alger, Constantine, Tunis. Des dirigeants militaires et civils, une population tant française qu'indigène dressés contre la défaite demandent la continuation de la guerre. Rappelons que c'est d'AFN que partirent près de 500 000 Français et indigènes – avec une légère majorité d'indigènes – qui, en Tunisie dès fin 1942, au Corps expéditionnaire d'Italie, à la 1^{re} Armée française en France et en Allemagne en 1943, 1944 et 1945 battirent les Italiens et les Allemands. En juin 1940 le général Noguès ne s'est-il pas inquiété de »l'effervescence qui s'est manifestée dès la signature de l'armistice, notamment dans les milieux d'anciens combattants«¹?

Un vaste ensemble géographique et humain dont la conquête exigerait des moyens et des délais considérables. Simple rappel: de 1921 à 1926 la zone montagneuse du Rif, 350 km sur 50, a été tenue par Abd-El-Krim avec 30 000 fusils. Il a fallu une coopération militaire franco-espagnole pour le réduire. Le 10 septembre 1925 la France engageait 104 bataillons d'infanterie, 28 escadrons de cavalerie, 40 batteries d'artillerie, 2 bataillons de chars et de l'aviation pour en

* Texte révisé et élargi de notes d'une conférence tenue à l'Institut d'Histoire des Relations Internationales Contemporaines à Paris, le 18 janvier 1992.

1 Jean-Baptiste DUROSELLE, L'abîme 1939-1945, Paris 1982, p. 224.

venir à bout. Le maréchal Pétain avait demandé 3 divisions constituées: la division marocaine, 11^e et 128^e divisions d'infanterie².

Les moyens en AFN en juin 1940: une force militaire de 10000 officiers, 400000 sous-officiers et troupe, 800 avions et 400 chars modernes, des unités de toutes spécialités habituées au terrain et au climat, très chaud en été, des fortifications face à la Libye et au Maroc espagnol, une partie importante de la flotte de guerre. Il existe des réserves de munitions, de carburant, de pièces de rechange³. Les ressources alimentaires sont nombreuses et variées; des minerais stratégiques: cobalt, manganèse, zinc, etc. existent⁴. A Casablanca les ateliers montent 363 avions modernes américains.

L'Afrique Occidentale Française, le Levant offrent 4000 officiers, 200000 sous-officiers et troupe. La mission française partie aux Etats-Unis le 18 mai a obtenu, le 4 juin, la livraison de 250000 obus de 75 au bout de 6 semaines, de 2 millions par mois au bout de 3 mois ainsi que la cession de 1000 canons de 75, 1 million d'obus et 10000 mitrailleuses, prélevés sur les stocks de l'armée américaine⁵. La France avait eu la possibilité de transférer en AFN cadres et techniciens ainsi que certains armements et matériels d'urgence.

L'AFN pouvait recevoir une aide anglaise et américaine. Les preuves en sont données par les ravitaillements réalisés pour le Maroc par les accords Marchal-Eccles franco-britanniques du 23 novembre 1940; par les accords Murphy-Weygand franco-américains du 26 février 1941 pour des livraisons économiques. Les Etats-Unis n'auraient-ils pas fourni aussi une importante aide militaire à une AFN non soumise à un gouvernement français de collaboration avec Hitler?

Les archives militaires américaines (*Plan Black*) prouvent qu'avant l'entrée en guerre des USA des opérations avaient été étudiées pour empêcher un emploi allemand des bases navales et aériennes sur la côte africaine de l'Atlantique jusque Dakar au sud. A la fin de 1940 lorsque les Anglais battirent Graziani en Libye, ils envisageaient l'intervention de 6 divisions pour soutenir les Français au Maroc, en Algérie et en Tunisie au cas où Pétain reprendrait la guerre contre les puissances de l'Axe⁶.

Les discours de Roosevelt du 16 juillet, des 3, 16 et 30 septembre font apparaître clairement sa volonté d'amener le peuple américain à admettre sa participation au grand conflit des démocraties contre les fascismes⁷.

En juin 1940 100000 jeunes recrues avaient été envoyées sur l'AFN (elles furent renvoyées en France après l'armistice). Le paquebot »Pasteur«, chargé de matériels de guerre américains, était en route vers la France et fut dérouté sur l'Angleterre à l'annonce de l'armistice.

Si le moral était élevé en AFN, il le restait aussi souvent en France. Nombreux étaient ceux qui pensaient comme l'amiral Ronarch s'adressant le 7 juin 1940 aux marins et ouvriers du cuirassé »Jean Bart« en finition: »les Allemands ne vont pas bouffer la terre entière. Pour ce qui nous concerne, les positions de repli ne nous manquent pas: nous avons un grand empire où la lutte pourra continuer!«

Le »Jean Bart« sauvé, à Casablanca, le 23 juin, l'amiral dut consigner: »l'armistice, hélas! nous clouera à Casa«⁸. Pour que le 8 novembre 1942 le »Jean Bart« ouvre le feu sur les Américains venant combattre Hitler, se faire écraser sous leurs obus, pour rallier le 15 août 1945 Cherbourg sans avoir combattu l'ennemi de la France: l'Allemand.

2 Pierre ROCOLLE, La guerre de 1940, Paris 1990, volume 1 p. 324.

3 André TRUCHET, L'armistice de juin 1940 et l'Afrique du Nord, Paris 1955; situation des effectifs à la date de l'armistice, Service historique Armée de Terre, SHAT-N 2471.

4 Christine LEVISSE-TOUZÉ, La poursuite de la guerre en Afrique du Nord, Paris 1986, p. 100-101.

5 Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, Les Français de l'an 40, Paris 1990, volume 2 p. 336.

6 George F. HOWE, North-West Africa: Seizing the Initiative in the West, Washington 1957, p. 10.

7 Hans-Adolf JACOBSEN, Hans DOLLINGER, Der 2. Weltkrieg in Bildern und Dokumenten, Munich 1963, volume 1 p. 208 et 266.

8 Pierre-Jean RONARCH, L'évasion du »Jean-Bart«, Paris 1951, p. 81.

Le cuirassé »Richelieu« de 35 000 t., lui aussi, combat les Anglais à Dakar après avoir échappé aux Allemands en juin 1940. Par chance, en 1943, après le débarquement allié en AFN, il part aux USA pour réparation et réarmement. Ensuite il est affecté à la 1^{re} »Home Fleet« anglaise et plus tard à la flotte britannique de l'Océan Indien, participant enfin aux raids contre les installations japonaises aux Indes orientales néerlandaises⁹. Ce qui montre d'ailleurs que les grands navires de guerre français, au lieu de rester inutiles pendant des années à Alexandrie et aux Antilles, ou de se faire détruire en se battant contre les Américains et les Anglais au bénéfice de Hitler, ou de se saborder inutilement, auraient pu être aménagés et entretenus en dehors des arsenaux de la France métropolitaine, comme le furent les petites unités des forces navales de la France Libre.

La question principale en ce qui concerne la situation de l'AFN est quand même celle-ci: qui voulait, qui pouvait l'attaquer? Quelles forces allemandes, espagnoles, italiennes auraient pu essayer de s'en emparer, avec quels moyens, par quelles voies, avec quels délais? Cette question ne semble jamais avoir été étudiée sérieusement, en tenant compte des éléments concrets, des conditions et des contraintes inhérentes aux opérations militaires. C'est pourtant le fond du problème. Il y faut du précis, du calculé, du prouvé. Pas d'affirmations sans consistance comme: »l'armée allemande avait les moyens d'une conquête rapide même sans passer par l'Espagne«, car la règle historique est de ne rien avancer dont on ne puisse fournir un commencement de preuve. Quels documents, quels faits permettent de justifier des assertions semblables?

Hitler ne voulait pas s'attaquer à l'AFN

En effet l'ennemi prioritaire reste l'Angleterre qui exerce un blocus maritime sur l'Allemagne, intrigue dans les Balkans, attaque par avions même Berlin dès la nuit du 25 au 26 août 1940, avec 121 bombardiers sur Hambourg la nuit du 16 au 17 novembre¹⁰. Et il faut réorganiser la Wehrmacht dont les armées, corps d'armées, divisions sont éparpillés à travers la France. Avec les difficultés de déplacement au milieu de 8 à 10 millions de réfugiés, de routes et voies ferrées démolies, avec les besoins de ravitaillement munitions-carburants. Et 40 000 tués, 120 000 blessés, près de 2 millions de prisonniers de guerre; les problèmes d'organisation, de sécurité, d'administration et d'exploitation des territoires conquis. Et ce grand mouvement de concentration dans le Nord-Ouest de la France, l'Ouest de la Belgique et de la Hollande pour mettre en place les unités terrestres, maritimes et aériennes pour l'opération *Seelöwe* d'invasion de l'Angleterre, l'implantation des bases aériennes et maritimes (voir les cartes des dispositifs terrestres et aériens). Donc réaliser un *Schwerpunkt*, une zone d'effort massif principale, qui ne peut admettre une autre offensive majeure dans le sud de la France pour se porter de l'autre côté de la Méditerranée.

D'autant qu'un gouvernement français replié en AFN, alors sans possibilités d'actions offensives contre l'Allemagne, ne constituait pas une menace immédiate pour Hitler. La priorité était de terminer la guerre en Europe en abattant la Grande-Bretagne et en réalisant l'invasion de l'Union soviétique.

*

La question a été posée par écrit des intentions et des efforts allemands éventuels de conquête de l'AFN en 1940 au Service Historique Allemand de Fribourg-en-Brisgau, le Militärgeschichtliches Forschungsamt, qui répondit: »que malgré les recherches les plus intensives,

⁹ Thomas PARRISH, *The Encyclopedia of World War 2*, New York 1978, p. 526.

¹⁰ JACOBSEN, DOLLINGER (voir n. 7) p. 213.

aucun plan de la *Wehrmacht* n'a pu être retrouvé ou prouvé qui prévoyait une occupation de l'AFN¹¹.

Fin juin 1940 le général Jodl, chef du «Wehrmacht-Führungsstab» (l'état-major de direction des Forces armées, aux ordres directs de Hitler, responsable de la préparation et de l'exécution des campagnes de Pologne, de Scandinavie, d'Europe occidentale) avait envisagé, au cas où la Grande-Bretagne ne pourrait pas être attaquée directement, de mener une guerre indirecte: aide à l'Italie en Libye pour s'emparer du canal de Suez; action concertée avec l'Espagne pour conquérir Gibraltar; soutien des mouvements indépendantistes arabes.

Le Commandement supérieur de la Marine de Guerre avait aussi proposé la prise de Gibraltar et la fermeture du canal de Suez pour réaliser une Méditerranée germano-italienne. Hitler repoussa les deux propositions qui n'entraînèrent ni études ni préparations et n'envisageaient d'ailleurs pas de conquête de l'AFN¹². Car c'est Hitler seul qui décide de tous les problèmes militaires. L'invasion de la Grande-Bretagne *Seelöwe* a été ordonnée par la directive n° 16 du 16 juillet 1940. Dès le 21 juillet Hitler donne l'ordre préparatoire d'attaque de l'Union soviétique; le 5 août la première étude lui en est présentée; le 18 décembre il signe la directive d'exécution *Barbarossa*¹³.

Au début de juillet 1940, l'état-major de l'armée allemande s'installe à Fontainebleau pour diriger les opérations contre la Grande-Bretagne. La masse de l'armée se trouve pour cela en France occupée. Aucune disposition n'est prise ou prévue pour une action contre l'AFN. Dès octobre 1940, le groupe d'armées B est transporté vers l'Est en préparation de l'offensive *Barbarossa* contre l'URSS. Ensuite, le groupe d'armées C est ramené en Allemagne. En novembre, l'état-major de l'armée est reporté à Zossen près de Berlin. Un 4^e groupe d'armées D est mis sur pied en Europe de l'Ouest pour une installation défensive puisque l'effort militaire allemand est porté vers l'Est¹⁴.

Pendant toute cette période de l'été 1940, à aucun moment des dispositions particulières n'ont été prises pour une action vers l'AFN. Les cartes des grandes unités allemandes postérieures, du 16 septembre, du 7 novembre 1940, ne présentent aucune préparation, aucun indice d'effort vers la Méditerranée et l'AFN. C'est dans le Nord-Ouest de la France, l'Ouest de la Belgique et de la Hollande que se trouvent les grandes unités les plus importantes. Et, de septembre à novembre, on peut déjà clairement se rendre compte du départ d'un grand nombre d'unités, après l'abandon du projet *Seelöwe* d'invasion de la Grande-Bretagne et les débuts des mouvements vers les frontières de l'Est, face à l'URSS.

*

Une opération *Félix* a été prévue par Hitler, mentionnée dans la directive générale n° 18 du 12 novembre 1940, dans le but de s'emparer de Gibraltar (6 km² de surface, un rocher calcaire d'une hauteur de 426 m, foré de 30 km de galeries et de casemates souterraines) pour éliminer la flotte britannique de la Méditerranée occidentale (pas de s'emparer de l'Afrique du Nord)¹⁵. Les documents, établis par l'état-major OKW-WFSt, montrent un plan compliqué, demandant des délais importants et des inconnues nombreuses¹⁶:

11 Dr. Günther Roth, Lettre n° AZ.50.35.05, Freiburg 26. 4. 1991.

12 Militärgeschichtliches Forschungsamt, Das deutsche Reich im 2. Weltkrieg, T. 2, Die Errichtung der Hegemonie auf dem europäischen Kontinent, Stuttgart 1979, p. 409.

13 JACOBSEN, DOLLINGER (voir n. 7) p. 213, 240 à 243.

14 Das Deutsche Reich im Zweiten Weltkrieg (voir n. 12) p. 326.

15 Joe GARCIA, Opération Félix, Hitler's Plan to Capture Gibraltar, Gibraltar 1979; T. FINLAYSON, The Fortress Came First, Gibraltar 1990.

16 Bundesarchiv-Militärarchiv, dossier RW-4/v.580; OKW/WFstab n° 33 373/40 du 27. 11. 1940 (additif à directive n° 18); OKW/WFstab n° 33 373/40 du 27. 11. 1940 (conférence OKW d'exécution; OKW/Heer n° I.Q 286/40 du 4. 12. 1940 (commandement logistique); OKW/WFstab n° 33 395/40, projet de directive n° 19 Opération Félix, sans date car non acceptée par Hitler qui annule le 10. 12. 1940

- reconnaissance et mise en place camouflée à l'avance d'éléments légers;
- attaque aérienne massive surprise sur la flotte anglaise (si au port et météo favorable);
- au même moment, seulement, franchissement de la frontière franco-espagnole par les unités terrestres;
- qui nécessitent 3 semaines de déplacements terrestres et navals;
- pour ensuite attaquer en force le roc de Gibraltar 25 jours après le franchissement de la frontière.

Ces plans donnent une idée de ce que représentait déjà et seulement une conquête de Gibraltar. Or le transport d'une seule division d'infanterie exige déjà au moins 50 trains et la seule voie ferrée espagnole n'en accepte que 6 par jour. Une division blindée avec 200 chars demande des wagons plats, des zones d'embarquement et de débarquement. Le détroit de Gibraltar n'a «que» 15 km de large, mais quels moyens de traversée à amener!

Le KTB – journal des opérations – du général Halder, chef de l'OKW, par ses notations du 27 août au 12 décembre 1940 donne très nettement le tableau de l'évolution des réflexions et décisions de Hitler: il veut s'emparer de Gibraltar – pas l'AFN – pour bloquer la Méditerranée; mais Franco ne veut pas et ne peut pas y participer. Cette prise de Gibraltar est déjà délicate, compliquée et exige des délais importants. Toujours rien de prévu sur l'AFN¹⁷.

Le 8 décembre apparaissent des rumeurs sur une sécession de l'AFN, un contre-gouvernement du général Weygand. Réaction aussitôt de Hitler: en ce cas occupation immédiate du Reste de la France (*Restfrankreich*); c'est la préparation aussitôt de la directive n° 19 du 10 décembre 1940 «Attila». Et rien, aucune idée d'action sur l'AFN qui pourtant pourrait entrer en sécession¹⁸.

L'objection a été faite que s'il n'y avait pas de plan d'intervention allemand en AFN, c'était parce qu'avec l'armistice le gouvernement français avait choisi de ne pas s'y replier. Ce document du général Halder prouve aussi que Hitler ne fait toujours pas de plan d'intervention en AFN, même si un contre-gouvernement français s'installait sur ce territoire.

N'est-ce pas encore une preuve que Hitler ne voulait pas s'emparer de l'AFN? Et donc que la France pouvait continuer la guerre en Afrique Française du Nord en 1940?

*

S'emparer de l'AFN en un tour de main! Hitler rencontre Franco le 23 octobre 1940 à Hendaye et, conscient de l'état misérable de son pays après des années de guerre civile, soumis à des pressions économiques américaines, ce dernier n'est pas disposé à se lancer dans une nouvelle aventure¹⁹. Le 7 décembre, Hitler envoya l'amiral Canaris auprès de Franco; même réponse négative. Le 10 décembre 1940 *Félix* était annulé²⁰.

Enfin, le 10 décembre 1940, un autre document allemand prouve que Hitler n'a toujours pas l'intention de s'attaquer à l'AFN, reconnaissant en même temps n'en avoir jamais eu les moyens. C'est la directive n° 19: *Opération Attila*²¹. Elle commence: «Au cas où dans les territoires de l'Empire colonial français gouvernés actuellement par le général Weygand se dessinerait un mouvement de sécession, une rapide occupation de la partie encore inoccupée de la Métropole française est à entreprendre. En même temps il s'agit de mettre la main sur la flotte de guerre métropolitaine et les éléments de l'armée de l'air sur les aérodromes nationaux, et d'empêcher au moins leur passage à l'ennemi».

Les prescriptions d'intervention et d'exploitation ne s'appliquent qu'au territoire métropoli-

Félix; Le numéro 19 comme directive est alors donné à la directive «Attila», datée 10. 12. 1940, projet d'invasion de la France de Vichy.

17 Hans-Adolf JACOBSEN, KTB des OKW (Wehrmachtsführungsstab), Francfort 1965, volume 1.

18 W. HUBATSCH, Hitlers Weisungen für die Kriegsführung 1939–1945, Francfort 1962, p. 79 et s.

19 JACOBSEN (voir n. 17) p. 214.

20 Voir note 16.

21 HUBATSCH (voir n. 18) p. 79 et s.

tain français. Aucune action n'est prévue Outre-Méditerranée sur l'AFN. Ce qui montre bien qu'aucune exécution avant cette date n'avait été envisagée ni préparée.

Les mesures prévues pour *Attila* prévoyaient alors l'engagement de 2 divisions blindées, 4 motorisées et 10 d'infanterie. Cette directive fut d'ailleurs remplacée plus tard par la directive n° 42 «Anton» du 29 mai 1942²². Les mesures d'exécution préparées par le Haut-Commandement «Ouest» évoluèrent aussi du fait des événements dramatiques du front de l'Est. Le 15 juillet 1942 il n'est plus possible que d'engager 2 divisions blindées et 3 d'infanterie; le 27 octobre 1942, seulement 1 division blindée, 1 d'infanterie et 4 groupements hétéroclites d'infanterie.

Cette évolution décroissante, de décembre 1940 à novembre 1942, du volume des forces armées engagées seulement pour s'emparer du «Reste» de la France, prouve encore que Hitler avait de moins en moins la possibilité de conquérir l'AFN. Et donc que la France pouvait continuer la guerre en AFN en juin 1940.

Même s'il l'avait voulu, Hitler ne pouvait pas s'emparer de l'AFN

Il faut considérer d'abord l'effort immense en cours dans l'été de 1940 pour l'opération aéro-amphibie *Seelöwe* d'attaque de l'Angleterre, en traversant simplement la Manche, et qui échouera.

Les objections élevées en 1940, comme encore maintenant, contre la poursuite de la guerre en AFN, peuvent se résumer en plusieurs affirmations allant dans le même sens: «les Allemands se seraient attaqués sans désespérer à l'AFN», «l'Allemagne avait les moyens d'une conquête rapide de l'AFN», «les moyens d'intervention de l'Allemagne en Méditerranée pouvaient être tout autres (aéroportés)», «la présence des troupes italiennes en Libye constituait une menace réelle pour l'AFN», «les Allemands avaient déjà montré leur rapidité d'action en Scandinavie en 1940, en Tunisie en novembre 1942, en Italie en septembre 1943, leur puissance en Crète en 1941», «l'Afrika Korps avait dominé en Libye», «la conquête de la Yougoslavie prouvait qu'avec un court préavis Hitler pouvait intervenir n'importe où».

Examinons ces objections à la lumière des possibilités militaires de réalisation.

Norvège: Hitler rencontre Quisling le 12 décembre 1939, prescrit la planification d'une invasion le 13 décembre 1939, en ordonne l'exécution le 21 février 1940: surprise, pays pacifiste avec une armée faible, à courte distance de l'Allemagne, réactions alliées faibles et tardives. Exécution victorieuse le 9 avril 1940. Absolument rien à voir avec la conquête de l'AFN.

Crète: pour conquérir une île de 140 km de long sur 60 de large, une opération très coûteuse: 22 000 parachutistes et chasseurs de montagne allemands contre 30 000 Alliés britanniques, 3 339 tués et 3 400 blessés, soit 6 739 pertes allemandes pour 2 500 tués et blessés alliés. Et la marine anglaise évacue quand même 17 000 combattants vers Alexandrie, à 650 km de mer. Sur 500 avions de transport JU-52, 324 sont détruits²³.

Après cela Hitler repousse toute opération aéroportée importante. Mussolini, le Haut-Commandement de la Marine, Rommel en Afrique, lui demandent la suppression de l'île de Malte (250 km², à 100 km de la Sicile), point essentiel en Méditerranée centrale. Le chef des aéroportés allemands, le général Student étudie à partir du 13 avril 1942 le Plan *Herkules*: 6 divisions italiennes, dont 1 division aérotransportée, soit 70 000 hommes; le 11^e corps aéroporté allemand, avec 30 000 parachutistes entraînés, la division parachutiste italienne Folgore, la flotte italienne, l'aviation italo-allemande²⁴. Pour les aéroportés: 500 avions de transport JU-52, 1 000 planeurs d'assaut DFS-230 à 9 combattants, 400 planeurs GO-242 à 2 tonnes 1/2 de charge, une douzaine d'avions ME-323 à 6 moteurs, transportant 24 tonnes. Fin juin, Hitler refuse. Tout cela n'est pas suffisant pour s'emparer de cette petite île. Alors l'AFN?

22 HUBATSCH, *ibid* p. 189 et s.

23 Rudolf BOHMLER, *Fallschirmjäger*, Bad Nauheim 1961, p. 129 à 140.

24 BOHMLER, *ibid*. p. 251 à 259.

Et en été 1940, les aéroportés allemands étaient moins nombreux qu'en 1941, et diminués par les opérations de Hollande et de Belgique. La 7^e division parachutiste ne comptait que 4 bataillons; le bataillon sur planeurs qui s'empara du fort d'Eben-Emael et des ponts sur le canal Albert perdit 1 homme sur 4. Et la 22^e division d'infanterie aérotransportée eut de lourdes pertes en Hollande, de même que les formations d'aviation de transport²⁵. Ces unités ne furent plus engagées dans la campagne de France.

Italie: une autre objection à la continuation de la lutte en AFN a été aussi le danger représenté par les forces armées italiennes.

En 1940, l'armée italienne comportait 73 divisions, dont 51 en métropole, 5 en Albanie, 14 en Libye, 2 en Afrique orientale et une en mer Egée, avec chacune 2 régiments d'infanterie et 3 groupes d'artillerie. Les cadres officiers et sous-officiers étaient médiocres, le matériel insuffisant et vieux, avec un manque de réserve d'armes antichars, anti-aériennes et de chars modernes.

Des 73 divisions, 19 étaient de qualité normale, 34 incomplètes (seulement 75 % d'effectifs) et 20 impropres au combat. La marine, numériquement imposante avec 6 cuirassés et 100 sous-marins, n'était prête au combat qu'en partie. Comme l'aviation, elle manquait de carburant. Des 1800 avions, seul un tiers pouvait être engagé²⁶.

On a constaté les faiblesses italiennes du 10 au 25 juin 1940 sur le front des Alpes d'été: 20 divisions italiennes contre 3 divisions et 3 secteurs fortifiés français, aucun succès, maintien de la ligne de résistance française. La 5^e escadre de croiseurs bombarde Gênes le 14 juin; le sous-officier aviateur Le Gloan abat 5 avions italiens au-dessus de Cannes le 15 juin²⁷. Porter dans l'été 1940 une masse importante de troupes vers la Sicile: 1200 km de routes et voies ferrées médiocres à proximité de côtes menacées par les forces navales et aériennes britanniques, leur faire franchir le détroit de Messine pour s'installer en une île sous-développée était une entreprise dépassant les possibilités italiennes.

Mussolini et le Haut-Commandement italien se rendaient compte depuis le début de ces difficultés que des études historiques allemandes ont mis en lumière: »Le 4 juin 1940 le chef de cabinet de Ciano, Anfuso, avait fait un exposé à l'ambassadeur allemand von Bismarck sur les opérations italiennes prévues. La conduite italienne de la guerre en Libye serait essentiellement défensive; au plus viendrait en compte une poussée vers l'Egypte où les Anglais n'avaient qu'environ 60 000 soldats, cependant qu'une attaque contre la Tunisie, du fait du gigantesque Empire colonial français sur ses arrières, était exclu«. Cette conception italienne s'alliait d'ailleurs aux études et considérations allemandes: »Hitler était de l'avis que des exigences concernant l'Empire colonial français entraîneraient le danger que ces colonies se joignent à l'Angleterre, parce que du côté allemand les moyens d'action pour la réalisation de quelques désirs que ce soient manquaient«²⁸.

Enfin on peut rappeler que le 12 mai 1940 le général Doumenc, major général de l'Armée française notait à propos de la menace italienne: »cinq divisions (françaises) étaient concentrées en Tunisie... On admettait cependant que dès le mois de juin le climat ne permettait pas d'opérations actives sur la frontière de Tripolitaine«.

Pour la date du 14 mai 1940, le commentateur Delpla évoque aussi »les si coûteux fantasmes de menaces italiennes sur la Tunisie«²⁹.

L'inexistence d'une menace italienne sérieuse sur la Tunisie a été prouvée par les faits. Sa frontière était barrée par la ligne fortifiée Mareth; il y avait 500 km d'un parcours difficile pour atteindre Tunis. Par contre sur l'autre façade de la Libye une frontière égyptienne sans

25 BOHMLER, *ibid.* p. 65 à 73.

26 Das Deutsche Reich im Zweiten Weltkrieg (voir n° 12) p. 310.

27 ROCOLLE (voir n. 2) p. 331 et 332.

28 Waldis GREISELIS, *Das Ringen um den Brückenkopf Tunesien 1942-1943*, Francfort 1976, p. 5 et 6.

29 François DELPLA, *Les papiers secrets du général Doumenc*, Paris 1992, p. 217, 218, 223.

fortifications, une centaine de kilomètres jusqu'au Caire et au-delà le canal de Suez à portée de main. Et des forces britanniques réduites: 3 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chars, 3 batteries, 2 escadrons d'auto-mitrailleuses dans toute l'Égypte, 36 000 soldats au milieu d'une population indigène sensible à la propagande indépendantiste.

Et pourtant pendant plus de 2 mois aucune activité italienne. Ce n'est que le 13 septembre 1940 que le maréchal Graziani lance une offensive avec la 10^e armée italienne (6 divisions d'infanterie, 8 bataillons de chars). Mais elle est bloquée dès le 18 septembre à l'Est de Sidi Barrani par suite de difficultés logistiques. Et à nouveau pendant plus de 2 mois, inactivité italienne. Le 9 décembre le général Wavell lance sa contre-offensive avec 31 000 soldats et 225 chars. Le 17 décembre les Italiens sont en déroute: 4 généraux et 38 000 soldats prisonniers. Les Britanniques ont perdu 133 tués, 387 blessés et 8 disparus³⁰.

En Albanie: attaque contre le Grèce le 28 octobre 1940; le 22 novembre les 9^e et 11^e armées italiennes sont repoussées en Albanie.

Bizerte – 9 novembre 1942: Allemands et Italiens y débarquent par air et par mer car le gouvernement de Vichy, qui fait se battre les Français contre les Américains et les Anglais du 8 au 11 novembre au Maroc et en Algérie, a donné l'ordre de laisser entrer l'ennemi en Tunisie.

D'ailleurs malgré cette facilité d'occupation et malgré l'installation à cette époque d'importantes forces aériennes allemandes en Sicile, la Tunisie ne fut pas conquise en un tour de main. Les unités françaises peu nombreuses et médiocrement armées: 15 000 soldats, quelques batteries de canons de 75 mm, une vingtaine d'auto-mitrailleuses, arrêtaient la progression des Allemands et des Italiens appuyés pourtant par des chars et des avions. On ne voit pas pourquoi en été 1940, sans aucune préparation, les Italiens seuls auraient submergé une Tunisie disposant de beaucoup plus de combattants et de chars supérieurs à tous les modèles italiens.

Italie – 9 septembre 1943: neutralisation des forces italiennes; contre un peuple démoralisé, une armée sous-équipée. Opération préparée depuis le 26 juillet 1943. Pourtant la flotte italienne ne se saborde pas: de La Spezia sortent 3 cuirassés, 6 croiseurs et 6 destroyers pour se rendre à Malte. A terre, de durs combats en certains endroits, jusqu'en Céphalonie. Près de Rome, la 2^e division parachutiste allemande a, en un jour, 106 tués, 510 blessés et 21 disparus³¹.

Aide de l'Espagne en 1940 à Hitler: à l'époque, pays du tiers-monde, ravagé par des années de guerre civile, une armée dans des conditions lamentables: 61 divisions d'armements hétéroclites ramenées à moitié (rapport allemand du 10 août 1940). Refus de Franco à Hitler, Canaris, Mussolini, et par écrit. Route unique, voie ferrée unique de faible débit vers le sud méditerranéen. Rapports allemands nombreux sur l'instabilité du gouvernement et la médiocrité des forces armées espagnoles³².

L'«Afrika Korps»: une force expéditionnaire de 2 divisions (5^e légère et 15^e blindée), arrivant au début de 1941 en Libye. Un pays aux 9/10 désertique, avec moins d'un million d'habitants, en rien comparable à l'AFN. Transport et installation dans un pays ami, allié. Et difficultés considérables, incessantes, d'acheminement de renforts et de ravitaillements (voir «la guerre sans haine», des lettres du général Rommel). Des forces aussi légères et aussi mal supportées logistiquement n'auraient pu s'emparer de l'AFN.

La Yougoslavie: il a été prétendu que la soudaine et rapide conquête de ce pays était une preuve que Hitler pouvait à n'importe quel moment faire du même avec l'AFN.

Rien de comparable: pour assurer le flanc droit de son invasion de l'URSS Hitler avait pris des mesures militaires importantes dans les Balkans dès la fin de 1940. La directive n° 18, «être prêt pour tous les cas», du 12 novembre 1940, prescrit la constitution d'un groupement de

30 JACOBSEN, DOLLINGER (voir n. 7) p. 252.

31 Willi KAMMAN, *Der Weg der 2. F. J. Division*, Munich 1972, p. 20.

32 JACOBSEN (voir n. 17), entre p. 79 et 218, notations défavorables sur l'Espagne les 27 août, 3 et 10 octobre, 13 et 26 novembre, les 3, 5, 6 et 8 décembre.

10 divisions dans le Sud-Est européen, avec la mise en place d'unités aériennes³³. Ce qui provoque dès le début de 1941 la présence de forces allemandes considérables autour de la Yougoslavie et de la Grèce.

Lorsque le putsch anti-allemand éclate à Belgrade le 27 mars 1941, le même jour Hitler signe la directive n° 25 pour l'attaque de la Yougoslavie, qui se conjugue à la directive n° 20, *Marita*, du 13 décembre 1940 pour l'invasion de la Grèce.

Les dispositions prises depuis dix semaines permettent l'offensive du 6 avril 1941 avec, sur les frontières des deux pays, 13 divisions d'infanterie, 7 motorisées et 6 blindées (1200 chars) allemandes et un millier d'avions. En plus 10 brigades hongroises et 28 divisions italiennes (beaucoup incomplètes). Sur la Yougoslavie se déchaînent, surtout le long des axes routiers, les grandes unités suivantes – venant par terre, de courtes distances, pas par-dessus la Méditerranée –: du Nord la 2^e armée allemande avec 2 corps d'armée; du Nord-Est un corps d'armée motorisé; de l'Ouest la 2^e armée italienne; de l'Est la 3^e armée hongroise, ainsi que de Roumanie le 41 CA blindé allemand. Le groupe blindé n° 1 qui, partant de Bulgarie, attaque vers la Grèce, détache le 40^e CA blindé et le 14^e CA motorisé vers l'Ouest sur la Yougoslavie.

Les unités allemandes étaient en Roumanie depuis la fin de l'année 1940, étaient entrées en Bulgarie dès le 2 mars 1941³⁴.

On ne peut pas comparer cela à une action entreprise sans préparatifs de l'autre côté d'une mer, comme aurait dû l'être une attaque de l'AFN. Cela ne peut pas non plus être un argument pour faire admettre une possibilité d'intervention allemande en AFN en 1940.

*

Il faut rappeler aussi un autre fait historique qui confirme que Hitler ne pouvait pas, en 1940, s'emparer de l'AFN.

Le 15 juillet 1940, la Commission d'armistice allemande remet à la délégation française un véritable ultimatum à ce sujet³⁵. Hitler, pour poursuivre sa lutte contre l'Angleterre, réclame dans la zone de Casablanca 8 aérodromes avec voies d'accès, réseaux de transmissions, stations de radios et météo, le chemin de fer Tunis-Rabat, les ports sur la côte française et africaine de la Méditerranée à disposition des Allemands, ainsi que les navires français. 20 jours après l'armistice, il s'agirait donc d'une emprise totale sur l'AFN. Refus, modulé, de Vichy avec des expressions comme «douloureuse surprise», mais refus.

Qu'advint-il? Hitler reçut ce refus le 19 juillet et ne fit rien. Silence complet, total, étonnant.

Pourquoi des affirmations contraires chez les historiens?

D'abord, l'influence des idées des dirigeants de Vichy: le 15 juillet 1942 l'état-major de la 1^{re} armée allemande en France avait établi un document intitulé «Jugement sur l'armée de transition française en Métropole», se terminant par cette conclusion: «l'armée de transition ne peut encore être considérée en aucune façon comme entièrement valable. L'impression durable de la défaite n'a pas été surmontée jusqu'à présent par le commandement et la troupe»³⁶. Ceci écrit en 1942: l'impression durable de la défaite devait être encore plus grave sur le commandement en 1940.

Ces chefs militaires qui, avant le 10 mai 1940, ne pensaient pas que les Allemands forceraient la ligne Maginot, après le 25 juin, admettaient ces mêmes Allemands capables de sauter par-dessus la Méditerranée.

Le maréchal Pétain, le général Weygand, l'amiral Darlan se sont autant trompés en ce

33 HUBATSCH (voir n. 18) p. 67 et s.

34 JACOBSEN, DOLLINGER (voir n. 7) p. 298 et s.

35 DUROSELLE (voir n. 1) p. 236 et s.

36 1^{re} armée allemande, 15 juillet 1942.

domaine que dans l'appréciation de la situation mondiale. Le général Weygand, dans ses «Mémoires»³⁷ écrit à propos d'une possible défense de l'AFN: «il faut affirmer que de pareilles actions ne s'improvisent pas en quelques jours... En l'absence totale de préparation, elle n'était qu'un jeu de l'esprit. Ces fantaisies ne pèsent d'aucun poids dans la guerre »art tout d'exécution« terriblement réaliste».

Or, il y avait quand même un «existant français» en AFN, et aucune préparation du côté allemand. Alors, n'est-ce pas «un jeu de l'esprit» que de voir Hitler déverser ses divisions blindées, ses parachutistes de l'autre côté de la Méditerranée dans de pareilles conditions?

Le général Huntziger, ministre de la guerre, avait aussi déclaré à Pétain et à Darlan, en novembre 1940: «en cas d'occupation de Dakar par les Britanniques, moins d'une semaine après les Allemands seront en Afrique du Nord»³⁸. Il se trompait autant que lorsqu'il affirmait par écrit, en avril 1940, qu'il n'y avait rien à craindre d'une attaque allemande dans le secteur de Sedan³⁹.

Ensuite, profonde méconnaissance des données et contraintes militaires: après l'incroyable victoire de la «Wehrmacht» sur les forces alliées, hollandaises, belges, britanniques et françaises, du 10 mai au 24 juin 1940, il y a eu une considérable surestimation des possibilités allemandes. On s'en est, encore aujourd'hui, trop tenu aux seuls documents français à ce sujet. Il est indispensable d'étudier les archives militaires allemandes pour arriver à une conception historique plus exacte.

Entre beaucoup d'autres, voici un petit cas concret concernant la 3^e Panzer division⁴⁰, que certains ont imaginée, dès la fin des opérations en France, foncer à travers l'Espagne vers le Maroc. La 3^e Panzer division a été engagée dès le début, en Belgique, en de violents et coûteux combats, en particulier à Gembloux contre le 1^{er} R.T.M. (régiment de tirailleurs marocains qui porte ce nom de Gembloux sur son drapeau et qui, le 8 novembre 1942, sur l'ordre du maréchal Pétain, se battit contre les Américains venant combattre Hitler, avec un millier de tués pour les deux côtés). Dans la 2^e partie de la campagne, elle perd, le 5 juin, 31 chars. Poursuivant son avance au-delà de Lyon, elle se heurte à une violente résistance, le 23 juin à Beauvoisin, y perd 2 chars, 11 tués et 39 blessés graves, continue en un dur combat le 24 juin à Voreppe jusqu'à 19 heures avec de nouvelles pertes. En particulier contre des unités sénégalaises de cet Empire colonial français auquel ne pensent guère les dirigeants courant après l'armistice.

Après remise en ordre, la 3^e Panzer division remonte dès le 1^{er} juillet en Allemagne, entrée triomphale à Mayence le 7, pour gagner ensuite ses garnisons à/et autour de Berlin. Période de reconversion, perception d'équipements neufs, cession de personnels à des unités nouvelles, entraînement en vue de la campagne contre l'Union soviétique (emploi de chars amphibies pour la traversée de larges fleuves, etc.).

Comme l'Allié italien se fait battre à plate couture en Libye, la 3^e Panzer division est équipée sur le modèle «Afrique» et doit fournir 5 détachements principaux: infanterie, blindés, artillerie, reconnaissance, antichars. L'état-major de la brigade de chars de la 3^e Panzer division doit assumer ce rôle pour la 1^{re} des 2 divisions de l'Afrika Korps: débarquement à Tripoli des premières unités le 11 février 1941. Il a donc fallu deux mois pour constituer et mettre en route un élément de l'ordre de 5000 hommes pour se porter en place amie, alliée.

Ces précisions, qui viennent des journaux de marche et opérations des unités, permettent de dire que cette grande unité ne pouvait guère se lancer en Espagne et au Maroc à la même époque.

Une autre explication affirmant l'impossibilité pour la France de continuer la guerre en

37 Maxime WEYGAND, *Rappelé au service*, Paris 1950, volume 3 p. 283, 284.

38 Robert O. PAXTON, *Parades and Politics at Vichy*, Princeton 1966, p. 216.

39 ROCOLLE (voir n. 2) vol. 2, p. 59.

40 Traditions Verband, *Geschichte der 3. Pz Division*, Berlin 1967, p. 41 à 95.

AFN vient de cette surestimation considérable, sans aucune preuve des possibilités militaires allemandes de l'époque: »Le Plan *Félix* prévoit à peine trois semaines pour pouvoir transporter trois Panzers divisions dans le Maroc espagnol«. »Il est certain que le verrou de Gibraltar n'aurait pas résisté longtemps et aurait constitué une magnifique tête de pont vers le Maroc espagnol«. »Il ne fallait pas 3 semaines pour concentrer dans le Maroc espagnol une dizaine de divisions allemandes et une vingtaine de divisions espagnoles soutenues par la Luftwaffe«.

Une division d'infanterie allemande avait alors un effectif de 17 000 combattants, avec 1 600 véhicules motorisés, 4 800 chevaux, avec 900 voitures, des milliers d'armes automatiques légères, des centaines de mortiers, pièces anti-chars et anti-aériennes, une cinquantaine d'obusiers, nécessitant 300 tonnes de munitions dans les unités et 300 tonnes dans les équipages de ravitaillement⁴¹.

La 3^e division blindée disposait de près de 300 chars légers P.I et P.II, d'une trentaine de chars moyens P.III et d'une vingtaine de chars lourds P.IV, de centaines de transports blindés d'infanterie, de camions, de motos et side-cars.

Le déplacement de telles unités sur une distance d'un millier de kilomètres, à travers un pays ravagé par la guerre un an auparavant, par une seule route convenable, une seule voie ferrée de débit restreint exigerait un effort opérationnel et logistique considérable en organisation d'étapes, de préparation de zones de repos, de points de ravitaillements en vivres, carburants et fourrages, de sécurité terrestre et aérienne, etc., etc.

Les mouvements de 10 divisions ou de 3 divisions blindées allemandes, plus une vingtaine de divisions espagnoles, la prise de Gibraltar et la mise en place de toute une infrastructure d'aviation, en moins de 3 semaines? En plus faire traverser à tout cela un bras de mer de 15 km avec les menaces d'interventions aériennes et navales anglaises?

Pourquoi la France n'a-t-elle pas continué la guerre en AFN en 1940?

En résumé, à la fin du mois de juin 1940, la situation stratégique est la suivante:

l'armée française est battue dans la Métropole;

la France a pris l'engagement de continuer la guerre avec la Grande-Bretagne; en AFN il y a des forces armées françaises terrestres, maritimes et aériennes importantes, par rapport aux moyens existants ou disponibles des ennemis allemands et italiens;

la Méditerranée est libre, dominée par les flottes françaises et britanniques;

les forces armées allemandes ont besoin de réorganisation et de concentration au Nord-Ouest de la France et en Belgique pour abattre l'ennemi principal anglais et se préparer à la guerre contre l'Union soviétique;

l'aide militaire et civile des Etats-Unis d'Amérique et de la Grande-Bretagne est possible;

l'Italie et l'Espagne, faibles, ne représentent pas un danger;

enfin, l'Allemagne hitlérienne est une puissance fasciste, totalitaire, néo-paganiste et raciste, agresseur et exploiteur de 6 nations, ennemie jurée de toute démocratie et de toute les libertés. Se mettre à ses genoux était une trahison de l'âme et des idéaux de la France républicaine.

La France pouvait et devait donc continuer la guerre en AFN.

Ses dirigeants ont pris la décision contraire sans étude rationnelle des données politiques et stratégiques, en particulier militaires, par suite d'une erreur fondamentale de jugement: pour eux, l'Allemagne avait gagné la guerre, la Grande-Bretagne serait battue incessamment, les Etats-Unis d'Amérique n'interviendraient jamais directement dans le conflit.

La suite des événements leur ayant donné tort, pour justifier leur attitude, ils ont prétendu que la France ne pouvait pas continuer la guerre en AFN, prétention que, plus d'un demi siècle après on s'efforce encore, contre la réalité historique des faits de maintenir.

Pour justifier cette décision d'armistice par rapport à l'armée, le général Weygand a écrit

41 Wolf KEILIG, Das deutsche Heer 1939–1945, Bad Nauheim 1956, chapitre 101.

dans ses »Mémoires«: »Au Conseil des ministres tenu le 12 juin au château de Cangé, le Président du Conseil et la majorité des ministres repoussent cette solution (l'armistice). Ils la jugent contraire à l'honneur en raison de l'engagement pris vis-à-vis du gouvernement britannique de ne pas conclure avec l'ennemi de convention séparée. La lutte doit être continuée... Au nom de l'Honneur, l'armistice est écarté et la capitulation exigée du chef qui refuse de commettre cet attentat accablant, définitif, irrémédiable à l'honneur militaire d'une nation. Car le code de justice militaire considère la capitulation en rase campagne comme le crime le plus grave que puisse commettre un chef et le punir de mort. Il n'y a pas d'ordre écrit du gouvernement qui puisse laver sa conscience et les Drapeaux d'une telle honte«⁴².

La décision prise de signer l'armistice, de ne pas continuer la guerre en AFN, a pourtant amené l'armée, le 27 novembre 1942, en France métropolitaine encore »libre«, à effectuer sur ordre du maréchal Pétain, cette capitulation militaire »attentat accablant, définitif, irrémédiable à l'honneur militaire d'une nation«. En novembre 1942, ce gouvernement de Vichy refusera aussi de reprendre la guerre contre l'Allemagne, qui viole à nouveau les conventions d'armistice, se livrant, encore plus servile et impuissant à l'ennemi. Offrant en plus à cet ennemi une victoire navale complète, sans perte aucune pour lui, en détruisant soi-même la magnifique flotte de guerre française dont la raison d'être était pourtant de se battre et non de se couler.

*

Il faut examiner objectivement les événements politiques de ce mois tragique pour établir les responsabilités de ce refus, en juin 1940, de continuer la guerre en AFN.

Le samedi 16 juin 1940 à 23 heures, le président Reynaud remettait au président de la République la démission du cabinet. M. Albert Lebrun chargeait aussitôt le maréchal Pétain de former le gouvernement. Le 17 juin à 12h30, le maréchal s'adressait par radio à la France: »C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat. Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire pour lui demander s'il est prêt à rechercher avec moi entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre un terme aux hostilités«. Le mardi 18 juin en fin d'après-midi, le maréchal Pétain déclare à M. Lebrun qui voudrait partir le lendemain en Afrique du Nord: »vous savez que j'ai décidé de rester en France quoi qu'il arrive«.

Le 21 juin, le maréchal, dans une allocution radiodiffusée, reprenait son discours: »dès le 13 juin, la demande d'armistice était inévitable«⁴³.

Ce même jour, M. Laval fait pression sur M. Lebrun pour qu'il ne parte pas: »vous ne pouvez pas, vous ne devez pas partir. Nous n'accepterons pas que, par ce biais frauduleux, le gouvernement aille continuer en Afrique un combat qui s'avère impossible...«⁴⁴. Deux hommes, le général Weygand et le maréchal Pétain ont, seuls, qualité pour dire si la guerre peut être poursuivie. S'ils estiment qu'il faut cesser le feu, nous devons tous nous incliner«⁴⁵.

C'est pourquoi et ainsi que la France ne continua pas la guerre en Afrique Française du Nord en juin 1940, comme elle aurait pu le faire.

42 WEYGAND (voir n. 37) p. 276 à 284.

43 Jean MONTIGNY, *Toute la vérité sur un mois dramatique de notre histoire*, Clermont-Ferrand 1940, p. 26 et s.

44 DUROSELLE (voir n. 1) p. 181 à 189.

45 MONTIGNY (voir n. 43) p. 37.